

RDC : quand le nationalisme se conjugue avec la haine des Tutsi

Belhar Mbuyi

Presse-toi à gauche!, 12 septembre 2023

Plus vaste état d’Afrique subsaharienne, la République démocratique du Congo est en proie à des conflits sempiternels depuis près de trois décennies. Depuis mai 2022, la rébellion du Mouvement du 23 mars, M23, a relancé les hostilités contre l’armée régulière, conquérant du coup l’essentiel du territoire de Rutshuru et une large part de celui de Masisi dans la province du Nord Kivu. Le gouvernement congolais a alors accusé le Rwanda voisin de soutenir cette rébellion qui avait pourtant été vaincue en 2013, ce que confirment des rapports de l’ONU. Il n’en fallait pas plus pour réveiller le nationalisme congolais face à ce qui est considéré ici comme une « agression » du pays. Un nationalisme qui, malheureusement, se conjugue avec la haine, celle du Tutsi, considéré globalement à la fois comme agresseur, étranger, et cinquième colonne au service du voisin rwandais.

Il faut dire, à la vérité, que cette haine date de bien plus longtemps. Tout commence avec le découpage colonial, qui a été réalisé de manière arbitraire comme partout en Afrique. Une partie de l’ancien royaume du Rwanda – le territoire de Nyiragongo, la ville de Goma

et une grande partie du territoire de Rutshuru – fut intégrée à la colonie du Congo belge. Les ressortissants de cette partie du Congo, Tutsi et Hutu d’expression Kinyarwanda, sont donc devenus citoyens congolais. bien qu’ils n’aient jamais revendiqué une quelconque volonté de rattachement à la mère patrie historique, ils sont continuellement victimes du déni de leur nationalité tout au long de l’histoire de la RDC, contre tout bon sens. C’est comme si les Français déniaient aux Alsaciens leur nationalité française au motif qu’ils sont ethniquement Allemands!

Avant même le déclenchement de la guerre actuelle, cette haine était toujours présente, pourrissant lentement mais sûrement la conscience collective. Le 10 décembre 2021, le lieutenant-colonel Joseph Kaminzobe fut extirpé d’un convoi militaire dans le village de Lueba, dans le territoire de Fizi, par une populace déchaînée. Devant ses compagnons d’armes impuissants, l’officier fut lynché à mort, et son corps brûlé avant d’être mangé par des jeunes survoltés. Le tout devant les caméras des téléphones Android qui immortalisent la scène macabre. La vidéo se-

ra partagée aux quatre coins du pays par la magie des réseaux sociaux, mais ne suscitera guère une émotion particulière dans le pays. A part une ligne d'un compte-rendu du conseil des ministres, rien d'autre comme condamnation. Le seul tort de l'officier : être tutsi-banyamulenge, communauté d'éleveurs installés dans les hauts et moyens plateaux de la province du Sud Kivu.

Dangereux amalgame

Il faut dire que dans ce pays, maltraiter les membres de la minorité tutsi est salué comme un acte de bravoure et patriotique. Depuis le déclenchement de la deuxième guerre du Congo, celle d'août 1998, la haine du Tutsi a été davantage légitimée dans le pays. Le chef de l'Etat de l'époque, Laurent-Désiré Kabila, avait appelé les Congolais à prendre les armes de toutes sortes pour combattre l'ennemi pour ne pas, avait-il ajouté, « *devenir des esclaves de ces petits Tutsi* », amalgamant dangereusement ainsi tous les membres de la communauté tutsi aux rebelles. Son directeur de cabinet, Abdoulaye Yerodia, avait été plus explicite, qualifiant les Tutsi de « *microbes* » et de la « *vermine* », qu'il appela alors à « *éradiquer avec méthode, détermination et résolution* ». Résultats : de Kinshasa à Kisangani en passant par Mbuji-Mayi, de nombreux Tutsi furent assassinés dans les rues, bien souvent brûlés vifs, alors qu'à la base militaire de Kamina dans le Katanga, des élèves officiers tutsi-banyamulenge furent entassés dans un container auquel leurs bourreaux mirent le feu à l'aide d'essence. La justice belge émit

alors un mandat d'arrêt international contre M. Yerodia pour incitation au génocide.

Malgré cela, ce discours n'a cessé de fleurir. Alors que l'on croyait que la signature de l'accord de paix entre belligérants à Sun City (Afrique du Sud) en avril 2003, et la mise en place d'une transition avec un président, Joseph Kabila, et quatre vice-présidents, dont un Tutsi-Banyamulenge, Azarias Ruberwa, représentant l'ancienne rébellion du RCD – Rassemblement congolais pour la démocratie – allait mettre fin à ce discours, il n'en fut rien. Depuis Paris où il s'était installé, Honoré Ngbanda, ancien ministre de la Défense du maréchal Mobutu, reprit la diffusion de la haine, et la systématisa.

Devenu une véritable idéologie, ce discours s'articule autour des points ci-après : il n'existe pas de Tutsi congolais (ni de Hutu d'ailleurs), et ceux qui ainsi se proclament, sont Rwandais ; le Congo est un pays occupé par le Rwanda et les autorités congolaises sont juste des commis au service du gouvernement rwandais ; toutes les recettes financières du Congo sont régulièrement acheminées vers le Rwanda ; le Rwanda serait en train d'exterminer toute la population du Congo afin de la remplacer par des Rwandais et créer un empire hima-tutsi avec d'autres pays de la région (Ouganda et Burundi notamment).

Aucune condamnation

Aussi grandiloquent qu'il soit, ce discours, méthodiquement diffusé à travers les réseaux sociaux, a fini par toucher une part non négligeable du peuple congolais, d'abord au sein

de la diaspora installée dans les pays d'Europe, ensuite au pays même.

Avec la reprise des hostilités militaires, la haine s'est donc facilement généralisée. L'on a ainsi vu des foules déferler dans les rues de Kinshasa, machettes à la main, cherchant des Tutsi à massacrer, pendant que Jules Mbuyamba, alias Jules Munyere, un militant archiconnu de l'Union pour la démocratie et le progrès social – UDPS, le parti au pouvoir – donnait, dans des discours diffusés sur les réseaux sociaux, les adresses des Tutsi et en décrivant les phénotypes qui permettent de les reconnaître, comme écrit pendant la colonisation par le médecin belge Sasserath : grande taille, nez fin et droit, front haut... Il n'y a eu aucune condamnation pour ces faits.

Pas plus qu'à Goma où, magasins et églises tenues par des Tutsi ont été systématiquement détruits, alors que dans le territoire voisin de Masisi, des vaches sont volées ou carrément tuées par des Mayi-Mayi, des miliciens tribaux connus pour leur hostilité envers le Rwanda, mais aussi envers tout ce qui ressemble à des Tutsi ou à des Hutu – même si les miliciens hutu ont réussi, pour le moment, à s'allier à eux.

Le cas le plus emblématique demeure celui d'un jeune bouvier Banyamulenge nommé Fidèle Ntayerwa, assassiné début juin 2022 à Kalima, dans la province du Maniema. Son corps fut brûlé et mangé, lui aussi devant les caméras des téléphones Android. Un reportage des confrères du journal français *Libération* descendus sur les lieux avait ému le monde, mais pas grand monde sur place en RDC.

Normal : depuis 2017, c'est une sanglante

guerre de déracinement des Banyamulenge qui est menée par une coalition de plusieurs milices Mayi-Mayi, dont Yakutumba, Biloze-Bishambuke, Itongwa, Makanaki, etc. En six ans, selon un rapport de l'ONG Agence nationale des écolos, ce sont des milliers de personnes qui ont été massacrées, des centaines de villages incendiés, et un cheptel bovin – le deuxième du pays – de plus de 500.000 têtes raziées ou tuées. Tout cela dans l'indifférence générale.

Enfin, l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki a élevé la voix. Invité par l'association des étudiants de l'Université d'Afrique du Sud de Pretoria le jeudi 24 août dernier, celui qui a une connaissance large de la question pour avoir accueilli et organisé le Dialogue intercongolais de Sun City de 2002 et 2003 qui avait permis de mettre fin à la deuxième guerre du Congo, a mis le pied dans le plat.

La corde sensible de l'ethnisme

« Une partie du problème du Congo est que depuis l'époque de Mobutu, on refuse de reconnaître que les Banyamulenge sont Congolais. Ils parlent peut-être le Kinyarwanda, mais ils sont Congolais et c'est la responsabilité de tout gouvernement à Kinshasa de prendre soin de cette partie de la population congolaise comme n'importe quelle autre », a-t-il expliqué aux étudiants. Avant de renchéirir : « Mais vous vous souvenez de ce qui s'est passé pendant les années Mobutu. Mo-



butu a pris position en disant "ce sont des étrangers"! C'est comme si l'Afrique du Sud disait que les gens parlant Setswana dans le nord-ouest ne sont pas Sud-Africains, mais Botswanais, et qu'ils doivent aller au Botswana! ».

Sera-t-il entendu? Rien n'est moins sûr! Depuis 1995, la majorité de Tutsi du Nord Kivu, entre 80.000 et 100.000 personnes, sont condamnés à l'exil au Rwanda, et les portes de leur pays semblent définitivement fermées

pour eux depuis 28 ans. Et, à la veille des élections générales prévues pour décembre prochain, nombreux sont ceux qui ont intérêt à tirer sur la corde sensible de l'ethnisme. A l'image de Justin Bitakwira, déjà frappé par les sanctions de l'Union européenne pour incitation à la haine et exacerbation du conflit. L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, Jean-Marc Chataigner, s'était ému d'une de ses récentes sorties dans laquelle il traitait tous les Tutsi d'être « *des criminels nés* ». Convoqué par le parquet, il est ressorti arrogamment libre, et ne s'est pas gêné d'enjoindre aux magistrats et OPJ qui l'ont entendu de se procurer et de lire le récent livre du polémiste franco-camerounais Charles Onana, intitulé *Holocauste au Congo*.

Un livre qui reprend, en les sublimant, les thèses d'Honoré Ngbanda en présentant les Tutsi congolais comme des imposteurs rwandais usurpateurs de la nationalité congolaise, et des auteurs de l'extermination de 10 millions de Congolais! Monsieur Onana a été mis en examen en avril 2022 pour contestation de crime contre l'humanité en France. Il est poursuivi par Survie, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et la Fédération internationale des droits humains (FIDH) pour des propos niant le génocide perpétré contre les Tutsi dans son livre *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise*. *Quand les archives parlent*, paru en 2019.